

Une seule solution : GRÈVE GÉNÉRALE RECONDUCTIBLE !

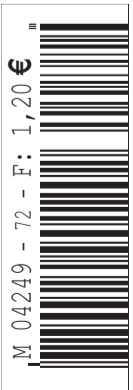


Les mensonges du gouvernement n'y feront rien, une chose est sûre : la mobilisation contre la réforme Sarkozy-Fillon-Woerth des retraites ne faiblit pas.

Le 2 octobre, beaucoup de nouveaux manifestants ont défilé dans plus de 200 villes sur tout le territoire. Les cortèges étaient différents de ceux des 7 et 23 septembre. Moins de salariés venus des grandes entreprises, mais plus de salariés de catégories et de métiers qui ne peuvent faire grève ou ne sont pas organisés syndicalement, un public beaucoup plus large, et plus de jeunes. Plus familiale mais tout aussi déterminée. En fait, il s'agit bien d'un nouvel élargissement de la mobilisation,

représentatif du rejet de la politique de Sarkozy par plus de 70% de la population. Mais après ce nouveau succès nous ne devons pas nous arrêter là. Le gouvernement n'est pas décidé à reculer sous la seule pression de l'opinion publique exprimée par les sondages et la participation aux manifestations. La septième loi en dix ans sur l'immigration, les propos racistes des ministres et l'agitation de la menace terroriste ne permettent même pas à ce gouvernement de retrouver une quelconque légitimité.

Il faut donc franchir un pas dans la mobilisation. Il n'y a pas d'autre solution pour bloquer ce plan de destruction de notre système de retraites, que de bloquer l'activité économique et sociale du pays. Le gouvernement veut non seulement nous imposer une défaite sur les retraites, symbole de son quinquennat, mais aussi continuer par la casse de la Sécurité sociale, de l'école, de l'hôpital public, ce qui reste des 35 heures et par de nouvelles atteintes aux libertés publiques. **SUITE PAGE 2**



Agenda

8 octobre, projection-débat, Paris.
Projection-débat du documentaire *Au pays des gueules noires, la fabrique du Front national*, d'Edouard Mills, organisée par le NPA Paris 20°. RV à 19h30 au bar Le Soleil, 136, boulevard de Ménilmontant.

9 octobre, amiante, Paris.
Manifestation nationale des victimes de l'amiante, à l'appel de l'association Andeva. RV à 14 heures sur le parvis de la Gare Montparnasse. (lire ci-contre)

11 octobre, la Brèche, Paris.
Présentation du livre de textes de Daniel Bensaid réunis par Philippe Corcuff, *Une radicalité joyeusement mélancolique*. RV dès 18h30 à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12°.

11 octobre, retraites, Le Havre.
Meeting unitaire retraites, avec des représentants CGT, Fse, NPA, Solidaires, Europe Écologie, FSU, Unef, Attac, PG et PCF. RV à 20 heures, Grand amphithéâtre de l'université (cour de la République).

12 octobre, retraites, national.
Manifestations et grèves dans toute la France contre la réforme des retraites, à l'appel de l'intersyndicale.

13 octobre, décroissance, Paris.
Débat « *Quelles révolutions pour la décroissance ?* », avec Michael Löwy, sociologue et philosophe, co-auteur du *Manifeste écosocialiste international*. Le débat sera précédé d'un repas antillais (facultatif) à 19h30. RV à 20h30 au café associatif La Commune libre d'Aligre, 3, rue d'Aligre, Paris 12°.

15 octobre, Société Louise-Michel, Saint-Denis. La Société Louise-Michel organise un débat public sur le thème « *Figures de la classe ouvrière : hier, aujourd'hui, demain* ». Avec Florence Aubenas, Marcel Trillat, Gérard Mordillat, Olivier Besancenot, Xavier Mathieu (Continental), Pierre Le Ménahès (SBFM), Pascale Montel (métallurgiste). RV à 19h30 à la Bourse du travail de Saint-Denis (M° Porte de Paris).

15 octobre, colloque écologie, Paris. Colloque « *Face à la crise écologique et sociale, quelles relocalisations et reconversions ?* », avec la participation de Aitec, Amis de la Terre, Attac, CFTD, CGT, Crid, collectif Richesses, Confédération paysanne, association 4D (dossiers et débats pour le développement durable), FSU, Global Chance, Greenpeace, Réseau action climat, collectif Relocalisons, Solidaires... RV de 10 à 13 heures à la Bourse du travail, 3, rue Château-d'Eau, Paris.

16 octobre, loi Besson, national. Partout en France, avant son passage au Sénat, manifestations contre le projet de loi Besson en préparation, l'appel du Collectif uniEs contre une immigration jetable (Ucij). Le collectif tiendra à jour une liste des villes où ont lieu des manifestations, faites connaître vos initiatives à site.ucijs@gmail.com

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

Grève générale reconductible !

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

Les salariés de nombreuses professions, de nombreuses régions ont bien compris cette volonté du gouvernement de nous attaquer sur tous les terrains.

C'est bien pourquoi beaucoup de mobilisations se développent sans attendre les journées nationales. Ainsi, plusieurs milliers d'infirmiers anesthésistes ont défilé vendredi 1^{er} octobre dans les beaux quartiers de Paris, les dockers de plusieurs ports sont en grève non seulement pour leurs emplois et la pénibilité mais aussi, parce que pour eux aussi tout est lié, pour les retraites. Plusieurs centaines de salariés de Ford-Bordeaux ont troublé la fête du Mondial de l'automobile en manifestant dans le Salon pour la sauvegarde de leurs emplois.

Certes, salariés et équipes syndicales restent marqués par les échecs et les reculs des dernières années. La dernière déclaration de l'intersyndicale du 4 octobre cache mal le refus des principales confédérations d'engager l'affrontement avec le gouvernement. Mais dans les entreprises, les bureaux, les quartiers, les écoles,

les hôpitaux... la dégradation des conditions de vie et de travail, la politique raciste du gouvernement provoquent la colère et la révolte. Partout nous devons susciter, amplifier les mobilisations, les grèves, les débrayages, les blocages. Il ne faut plus seulement débattre de la grève reconductible mais gagner partout l'engagement de la mobilisation sur cette voie. Face à la chape de plomb médiatique, nous devons faire circuler les informations, prendre contact de secteur en secteur, de ville en ville. Moins que jamais le développement de la grève reconductible ne sera le seul résultat de consignes nationales ni de spontanités locales. Si quelques décisions fermes sont d'ores et déjà prises dans cette direction (RATP) de nombreuses structures semblent prêtes à s'y engager (SNCF, Éducation, CGT Seine-Maritime, Bouches-du-Rhône et Paris, intersyndicales Ville de Paris et plusieurs « territoriaux », Fédération chimie CGT, etc.). L'action concertée des équipes syndicales et des militants convaincus et sincèrement engagés dans la construction de l'affrontement peut

modifier le rapport de forces et faire reculer le gouvernement. N'attendons pas le 12 octobre, ne nous arrêtons pas au 12 octobre.

Robert Pelletier



regards



Propos recueillis par Dominique Angelini

« Ceux qui vont mourir plus tôt doivent partir en retraite plus tôt »

Une manifestation aura lieu samedi 9 octobre à l'appel de l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (Andeva) et de la fédération des accidentés de la vie (Fnath). Nous avons demandé à Alain Bobbio, secrétaire national de l'Andeva, de nous en parler.

Quelles sont les raisons de cette manifestation ?

Elle se situe dans un contexte marqué par les fortes mobilisations sur la réforme des retraites. L'objectif principal de cette manifestation est une exigence de justice. Ceux dont le travail abrège la vie, doivent cesser de travailler avant les autres. Le gouvernement prétend prendre en compte la pénibilité. En fait, il limite la cessation anticipée d'activité aux salariés ayant des séquelles physiques constatables. En réduisant la pénibilité à l'incapacité, il exclut tous les salariés en activité qui ne sont pas encore malades, mais dont les conditions de travail raccourcissent l'espérance de vie : les salariés exposés à des produits cancérigènes ou ceux qui sont physiquement usés par des années de travail de nuit ou de travail à la chaîne.

Mais les salariés exposés à l'amiante sont dans une situation particulière...

Oui car l'amiante est le seul cancérigène pour lequel existe aujourd'hui un dispositif de cessation anticipée d'activité. Les salariés peuvent en bénéficier – au prorata du nombre d'années d'exposition à l'amiante – si leur établissement figure sur une liste officielle ou bien s'ils ont une maladie de l'amiante reconnue en maladie professionnelle. Ce dispositif, l'Acaata, a été créé il y a dix ans, grâce aux mobilisations des victimes de l'amiante. Le deuxième objectif de la manifestation est donc de crier haut et fort à ceux qui la remettent en cause que cette « préretraite » amiante n'est pas un privilège mais un droit. L'amiante, interdit depuis 1997, continue de tuer. Il faut prendre la mesure de cette catastrophe sanitaire : le chiffre de 100 000 morts en France sera probablement dépassé dans les deux prochaines décennies. Un exemple parmi d'autres, en Seine-Saint-Denis, l'Andeva, qui regroupe 500 adhérents, a suivi les dossiers de 260 personnes décédées de l'amiante depuis sa création. Un tiers d'entre elles sont décédées avant 60 ans. D'autres sont mortes juste après leur départ en retraite. L'Acaata doit être améliorée et non remise en cause.

Quelles propositions faites-vous pour améliorer le système existant ?

La cessation anticipée d'activité pour l'amiante ne concerne que les salariés de certains secteurs d'activité : la fabrication, les chantiers navals, l'isolation, les dockers... Les salariés qui ont travaillé dans des nuages de poussières d'amiante, dans le bâtiment ou les fonderies par exemple, en sont exclus. Une plateforme commune, soutenue par les associations (Fnath, Andeva) et l'ensemble des confédérations syndicales demande l'instauration d'un système complémentaire ouvrant une voie d'accès individuelle ou collective

à ceux qui en sont évincés : à exposition égale, les salariés exposés doivent avoir les mêmes droits.

Pourquoi avoir fait le choix d'une action commune des victimes de l'amiante et des autres victimes du travail ?

Les associations de victimes doivent faire entendre leur voix dans le débat sur les retraites. On ne saurait discuter de l'âge et du financement sans prendre en compte la pénibilité. Il serait inacceptable que les cotisations de ceux qui meurent avant les autres financent les retraites de ceux qui ont la chance de vivre plus longtemps. Les salariés exposés et les victimes de l'amiante sont solidaires des autres salariés. Ils ont obtenu des droits par leurs luttes. Mais ils ne pourront les conserver et les étendre si l'écart se creuse entre leur situation et celle des autres. L'Andeva a appelé à participer aux grandes mobilisations syndicales sur les retraites. Elle a pris position, avec la Fnath, dans le débat sur la pénibilité. Nos amis italiens de l'association des victimes de l'amiante de Casale Monferrato seront présents à nos côtés le 9 octobre. Ils ont été les premiers en Europe à obtenir une cessation anticipée aujourd'hui remise en cause. En Italie, 2 900 victimes du groupe Eternit ont porté plainte contre deux de ses dirigeants. Le procès dure depuis des mois à Turin. En France, nous nous battons depuis quatorze ans pour un procès pénal de l'amiante. Ce qui est possible à Turin doit l'être à Paris.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

Un budget pour les riches

Le projet de budget pour 2011 s'inscrit dans l'offensive du gouvernement pour faire payer la crise aux couches populaires.

«**C**ourageux» pour la ministre de l'Économie Christine Lagarde, «historique» pour son collègue François Baroin, le projet de budget pour 2011 et la programmation des finances publiques de 2011 à 2014, présentés au conseil des ministres du 29 septembre dernier, prétendent faire tomber le déficit public de 7,7% du produit intérieur brut (PIB) à 6% en 2011 et à... 2% en 2014.

Passons sur le fait que le gouvernement table, pour arriver à ce résultat, sur «l'amélioration de la conjoncture économique». Le budget 2011 est calculé à partir d'une hypothèse de croissance de 2% en France, supérieure à celle prévue dans l'ensemble de la zone euro, et qui ne tient compte ni du ralentissement de l'économie américaine ni des nouveaux accès de la crise financière qui se manifestent en Europe, en particulier en Irlande. Mais qu'à cela ne tienne, en parlant de «sortie de crise accélérée», ou de «poursuite des créations d'emplois», c'est un tableau sinon idyllique, du moins grossièrement mensonger, qu'a brossé Lagarde, toute à sa satisfaction de présenter des comptes qui peuvent répondre aux exigences des agences de notation financière. Car l'essentiel, c'est la «maîtrise des dépenses publiques», autrement dit la réduction des dépenses de l'État utiles à la population.

Les deux ministres écartent toute «idée de hausse généralisée des impôts». Pas question de remettre en cause la politique menée depuis des années par l'État au bénéfice exclusif d'une minorité ultra-privilegiée qui a creusé le gouffre de la dette

publique. Ces avantages représentent aujourd'hui plus de 1500 milliards d'euros: exonération des cotisations sociales jusqu'à 1,6 fois le Smic (23 milliards d'euros en 2009), abaissement de la plus haute tranche de l'impôt sur le revenu de plus de 52% à 40% en moins de dix ans, invention en 2007 du bouclier fiscal qui limite le montant des impôts à 60% puis 50% des revenus, et toutes sortes d'autres dispositifs qui permettent à Bettencourt et à la plupart des grosses sociétés du CAC40 de n'être imposées tout à fait légalement qu'à 9% de leurs revenus... Il faut ajouter à ces cadeaux les subventions énormes accordées aux banques et aux multinationales depuis le début de la crise, de même que les intérêts de la dette qui se montent chaque année à 45 milliards d'euros environ et qui enrichissent ceux-là mêmes en faveur de qui l'État s'est endetté. Quinze jours avant l'annonce de ce budget, on apprenait que 679

millions d'euros venaient d'être reversés, au titre de l'impôt 2009, aux 18764 bénéficiaires du bouclier fiscal. Un peu plus d'un millier d'entre eux ont touché en moyenne 362000 euros. Tout un symbole! Pour autant, le gouvernement aimerait faire croire que les sacrifices seraient également partagés. C'est ainsi que la plus haute tranche de l'impôt sur le revenu est portée de 40 à... 41% dans la réforme sur les retraites. Une peccadille bien incapable de donner le change. Même chose avec le «coup de rabot» que le gouvernement prétend opérer sur les niches fiscales mais en choisissant celles que n'utilisent pas ou peu les plus riches. Et Fillon parle même aujourd'hui de la suppression du bouclier fiscal... mais c'est pour avancer celle de l'impôt sur la fortune. Par contre, la majorité de la population sera touchée par la suppression des 31638 postes de fonctionnaires, dont 16000 dans



Par Ingrid Hayes

IRLANDE : UN CAS D'ÉCOLE

La nouvelle se répand depuis quelques semaines : l'Irlande inquiète à nouveau les marchés. Son déficit devrait être beaucoup plus important que prévu... parce que le plan de renflouement des banques, et notamment de l'Anglo-Irish Bank, connue pour sa forte proportion d'actifs toxiques, a coûté plus cher que prévu ! Pourtant, le gouvernement irlandais s'était enorgueilli d'avoir appliqué à la lettre les recettes du FMI, et d'avoir ainsi évité une situation que la Grèce a connue il y a quelques mois. L'Irlande fut un des tous premiers pays touchés par la crise. Le boom économique entre 1990 et 2007 était fondé sur la spéculation immobilière et une politique de dumping fiscal visant à favoriser l'installation de grandes multinationales. Avec l'éclatement de la bulle immobilière et les effets de la crise économique, l'économie irlandaise s'est effondrée, les recettes fiscales et le PIB ont fortement diminué (moins 17% en trois ans pour le PIB !), tandis que le chômage et la dette publique, aggravée par les plans de sauvetage des banques, ont augmenté.

Pour éviter la faillite, le gouvernement Fianna Fail (droite) a imposé en 2009 des plans de réduction des dépenses sans précédent, qui impliquaient, outre la réduction des budgets sociaux, une réduction des salaires de près de 10% dans la fonction publique, cumulée à une hausse de l'impôt sur le revenu. Tous les impôts ont augmenté... hormis l'impôt sur les sociétés, maintenu contre vents et marées en dessous de 20%. Cette politique de guerre sociale n'a pas rencontré le succès promis, puisque le système financier pompe toutes les économies réalisées. Incriminant la baisse des prix, le gouvernement présente une nouvelle facture à la population, déjà très durement frappée par la crise, annonçant maintenant un renforcement de la politique d'austérité pour les quatre ans à venir, prévoyant notamment une taxe sur l'eau et un plan de réduction drastique des effectifs dans le système de santé, premier employeur du pays...

La situation irlandaise est la preuve que la potion imposée par les gouvernements européens ne fonctionne pas : les capitalistes n'ont pas de plan anti-crise ! À l'échelle européenne, il faut faire en sorte de tisser des solidarités puissantes, pour résister ensemble à l'austérité et refuser de payer la crise.

l'Éducation nationale, ou par le gel des dotations de l'État aux collectivités locales, qui auront des répercussions graves sur les services publics. Alors que par le biais de dépenses non comptabilisées dans le budget 2011, notamment les 35 milliards du grand emprunt, la Recherche et la Défense sont richement dotées. De quoi servir aux besoins des multinationales.

Un pouvoir des riches au service des riches : cette évidence se manifeste à des couches de plus en plus larges de la population. Elle suscite la contestation, renforce la mobilisation. Elle nourrit, à terme, l'exigence d'un autre pouvoir, en rupture avec cet État et le système, un pouvoir démocratique des travailleurs pour les travailleurs, pour la population, pour le plus grand nombre.

Galia Trépère

leur monde...

Le juge qui enterre les affaires. Pour le procureur de Nanterre, Philippe Courroye, il n'y aurait pas assez d'éléments pour remettre en cause la bonne foi de Jacques Chirac lorsque celui-ci dit ne pas être au courant des sept emplois fictifs utilisés dans les années 1990 comme postes de permanents du RPR. À cette époque, Chirac était maire de Paris et président du RPR et, en 1999, un juge avait estimé qu'il existait des indices «graves et concordants» contre lui dans cette affaire. Aujourd'hui, Philippe Courroye ne voit plus ces indices et réclame un non-lieu afin qu'il n'y ait même pas de procès. C'est maintenant au juge d'instruction de décider de poursuivre ou non. C'est ce même procureur Courroye, proche de Sarkozy, qui a refusé qu'un juge d'instruction indépendant du pouvoir soit nommé dans l'affaire Woerth-Bettencourt afin

que celle-ci reste dans ses seules mains. Merci à lui. Il nous éclaire sur ce que deviendra la Justice si la réforme de Sarkozy consistant à supprimer les juges d'instruction passe : un instrument totalement dans les mains du pouvoir politique.

«On demande des professeurs, l'État nous envoie des CRS». Le 28 septembre, plus de 30 cars de CRS et de gardes mobiles ont évacué les jeunes lycéens en grève qui s'apprétaient à passer leur deuxième nuit de blocage devant le lycée Jean-Baptiste-Dumas, à Alès (Gard). En réponse à cette répression devenue habituelle de la part de l'État, les lycéens ont organisé une conférence de presse et ont manifesté dans les rues de la ville, rejoints par les lycéens de l'établissement Jacques-Prévert de Saint-Christol-lez-Alès. Ensemble ils ont crié leur colère

face à cette politique qui les sacrifie. Les lycéens s'opposent à la réforme des lycées et à celle des retraites, ils refusent d'être une génération sacrifiée. Ils réclament le remplacement des professeurs absents et l'arrêt des suppressions de postes dans l'enseignement.

Les insultes coûtent cher. Il ne fait pas bon insulter un gendarme. Y compris via internet. Un jeune homme de 19 ans habitant le Finistère a ainsi été condamné à trois mois de prison fermes et 1200 euros d'amende par le tribunal de Brest pour avoir insulté des gendarmes via le réseau Facebook.

Au mois de janvier, le jeune homme est contrôlé par la gendarmerie en état d'ivresse et est contraint de laisser son véhicule sur place et de rentrer à pied. Une fois rentré chez lui, il a

exprimé sa colère sur sa page Facebook et insulté les gendarmes qui l'avaient contrôlé. Les insultes sont restées en ligne plusieurs mois avant que les gendarmes ne les découvrent et décident de porter plainte. Il serait intéressant de savoir dans quelles circonstances les gendarmes ont pu visionner ces commentaires, certes publics, mais écrits depuis des mois. Cela donne un aperçu du contrôle permanent de la population. Le tribunal correctionnel de Brest a vraisemblablement voulu faire un exemple en condamnant l'internaute à une si lourde peine. Il est vrai que celui-ci ne s'était pas présenté à l'audience, ce qui n'a peut-être pas plu au tribunal. Il faut s'appeler Jacques Chirac pour se permettre de ne pas assister à son procès.

en bref...

Le déficit de la Sécu: une escroquerie! Dans le dossier de presse présentant les orientations du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2011 (PLFSS), il est clairement précisé que la Sécu est victime d'un manque de recettes: «*Les régimes sociaux ont été affectés par la crise économique avec une ampleur jusqu'ici inconnue sous l'effet de la contraction (-1,3%) de la masse salariale du secteur privé en 2009.*» Chômage et bas salaires privent la Sécu de recettes. Selon la commission des comptes de la Sécu de septembre, un point de cotisation apporte 4,88 milliards d'euros au régime général. Or les mesures annoncées dans le PLFSS ne portent pas sur l'amélioration des recettes. Il n'est pas envisagé de renoncer aux exonérations de la part patronale des cotisations chaque année plus importantes (30,2 milliards en 2009), ni

d'interdire les dettes de l'État (768 millions), ni d'exiger une caisse de compensation alimentée par les employeurs afin de compenser les dettes patronales (3,7 milliards). Le gouvernement entend mener «*une action courageuse et responsable sur les dépenses.*» Les assurés sociaux devront se serrer la ceinture, renoncer aux soins. Des baisses de remboursement sont programmées (voir *Tout est à nous!* n°71). Les remboursements à 100% pour les maladies graves (ALD) seront supprimés lorsque des affections ne sont pas «*considérées comme une maladie, mais comme des facteurs de risques cardiovasculaires (hypertension), ou limités (bandelettes pour le contrôle du diabète).*» Autant attendre que le risque soit installé! Mais tout le monde n'est pas servi au même régime. La commission des comptes indique qu'en

2009 «*les cliniques privées ont bénéficié de versement de l'assurance maladie en augmentation de 4,4 %!*»

Marseille: plusieurs luttes à Monoprix. Les salariées de Monoprix Marseille Le Prado sont en grève depuis plus de deux semaines pour exiger une hausse des salaires dignes de ce nom. En effet, alors que les actionnaires du groupe encaissent des milliards de profits, les salariées se sont vu offrir... deux euros d'augmentation par mois. Elles ont donc décidé de bloquer les livraisons, malgré les menaces et les tentatives de découragement de la direction du magasin. Celle-ci est même allée jusqu'à mobiliser, de nuit, des gardes mobiles pour forcer le blocage des livraisons. Parallèlement, les grévistes ont été condamnées à 300 euros d'astreinte par jour de

blocage. Déterminées, elles ont répondu à cette injustice en bloquant l'accès du magasin aux clients. Depuis le lundi 4 octobre, la production du magasin est totalement bloquée. Ne pouvant compter ni sur la police ni sur la justice, les grévistes sont soutenues sur leur piquet par les grévistes du Trésor public qui ont décidé le même jour, dans le cadre de la mobilisation sur les retraites, de bloquer également leur établissement, situé non loin du magasin Monoprix. Par cette action commune, ces travailleurEs du privé et du public lancent un appel à l'ensemble de la ville et du pays, pour imposer les légitimes revendications du monde du travail.

Kerviel le lampiste. L'ancien trader de la Société générale, Jérôme Kerviel, a été condamné à trois ans de prison fermes et 4,9 milliards d'euros d'amende pour avoir porté «*atteinte à l'ordre public économique international.*» Certains juges ont décidé beaucoup d'humour. Si ce chef d'accusation doit être retenu, et ce serait bien, il faut enfermer immédiatement tous les dirigeants des banques françaises. Et comment un homme seul va-t-il pouvoir rembourser ce qui représente 177 000 années de son salaire actuel? Pas avec des opérations financières car les juges lui ont interdit d'exercer ses activités de trader. Les dirigeants de la Société générale peuvent être satisfaits en ayant réussi à faire retomber le poids de leurs fautes sur un trader qui n'a fait que son métier: voler en spéculant. En exerçant des contrôles minimum sur leurs traders, ils ont établi un système où ils empochent les coups risqués gagnants et sont dégagés de toute responsabilité en cas de pertes.

Hirsch crache dans la soupe. Martin Hirsch, qui a été pendant trois ans commissaire aux Solidarités, vient de jeter un petit caillou dans la mare du gouvernement en publiant un livre dans lequel il dénonce les conflits d'intérêts et les trafics d'influence. Il y épingle notamment les deux présidents UMP du Parlement, Jean-François Copé pour le cumul de sa fonction parlementaire avec celle d'avocat d'affaires et Gérard Longuet qui aurait récupéré pour son propre compte, comme ministre des P et T, des timbres de valeur. Martin Hirsch, qui a toujours soutenu le gouvernement Sarkozy, des franchises médicales à l'offre raisonnable d'emploi pour les chômeurs en passant par le bouclier fiscal, prend aujourd'hui un ton critique nouveau. Il serait plus convainquant sur ce sujet s'il dénonçait non pas la périphérie mais le cœur du système Sarkozy où, de la nuit au Fouquet's à l'affaire Woerth, la concordance d'intérêts avec les grandes fortunes est la règle.

Loi Besson, loi d'extrême droite. La loi Besson est en discussion au Parlement. Son article phare sur la déchéance de nationalité pour délit de droit commun a été voté et constitue un précédent très grave. À l'initiative de Sarkozy, il entend faire une différence entre les Français de naissance et ceux qui ont acquis la nationalité française. Ce cinquième projet de loi depuis sept ans est une odieuse nouvelle arme de guerre contre les immigrés et les sans-papiers. Il transcrit dans le droit français les «*directives de la honte*» européennes et y ajoute un certain nombre d'articles destinés à faire gagner à Sarkozy les voix du Front national et à augmenter et faciliter les expulsions. Parmi eux, il y a une «*interdiction de retour*» pour un étranger ayant eu une obligation de quitter le territoire non exécutée, ce qui condamne un immigré à ne jamais plus pouvoir revenir en France. Il y a aussi une restriction de l'accès aux soins, la prolongation de la durée de rétention, la modification des délais de recours, la création de zones d'attente spéciales, etc. Autant de raisons pour manifester samedi 16 octobre pour que cette loi ne passe pas.

Najlae enfin régularisée! Après des mois de lutte et d'attente, Najlae Lhimer vient d'obtenir sa première carte de séjour à la préfecture d'Orléans. Interpellée en février 2010 alors qu'elle s'était rendue à la gendarmerie pour se plaindre de violences familiales, Najlae avait été expulsée au Maroc, qu'elle avait fui à 14 ans. Le scandale provoqué par cette expulsion fut tel que Sarkozy dut autoriser son retour le 8 mars. Najlae avait alors aussitôt déposé une demande de régularisation au titre de vie privée et familiale. C'est aujourd'hui chose faite, pour une durée d'un an renouvelable. Cette victoire, obtenue grâce à une mobilisation exemplaire, montre la voie à des milliers de jeunes majeurEs sans papiers contraintEs de vivre dans la peur permanente de l'expulsion.



ÉDUCATION NATIONALE
L'école de nouveau agressée

Si cette rentrée est marquée par la question des retraites et les attaques contre les immigrés, le gouvernement n'a pas oublié de poursuivre son œuvre de remise en cause du service public d'Éducation.

Comme chaque année depuis l'arrivée de Sarkozy, les suppressions de postes tombent: il en est prévu, pour le prochain budget, 16 000, dont 9 000 dans les écoles primaires. Le privé qui recrute 20% des élèves ne subit que 10% des suppressions. Un rapport récent de l'Inspection générale, peu suspecte de sympathie pour les syndicalistes, montre que les dégâts faits par cette politique sur le système éducatif sont sensibles. D'ailleurs, dans plusieurs matières, il n'y a plus de professeurs remplaçants pour pallier les absences. La nouveauté de la rentrée c'est que les jeunes enseignants sont dorénavant mis devant leurs élèves sans aucune formation éducative. Auparavant, le professeur débutant bénéficiait d'une année de stage payée avec la prise en charge d'un demi-service de classe et l'accompagnement

d'un tuteur ou d'une tutrice. Ce n'était pas l'idéal, mais cela permettait de s'habituer au métier progressivement. Maintenant, le nouveau prof doit se lancer tout de suite avec un service presque complet. L'Éducation nationale ne fournit comme aide que des films sur internet pour la «*gestion de crise*» de la classe... Cela coûte moins cher évidemment qu'une véritable formation. La catastrophe est double, pour les jeunes enseignants qui risquent d'être en difficulté et pour les élèves. Mais le ministère s'en moque, «*rigueur*» oblige. Il vient d'ailleurs d'annoncer que le nombre de candidats aux concours des professeurs du premier degré passerait l'année prochaine à 3 000, contre 7 000 l'année dernière. Comme si cela ne suffisait pas, le «*livret de compétences*» arrive dans les salles de profs. Il s'agit d'une liste de plusieurs dizaines de réponses

(«*oui*» ou «*non*», ce qui est assez réducteur) que l'enseignant doit formuler sur chaque élève au collège. En dehors de la surcharge de travail, non négligeable, ce livret pose plusieurs problèmes graves. D'une part, les «*compétences*» sont le plus souvent liées aux besoins immédiats de l'économie et non pas à une véritable formation. D'autre part, l'analyse fournie est peu compréhensible par les parents qui n'ont pas l'habitude du système scolaire. On peut se demander si cette manière de porter un jugement sur les élèves ne préfigure pas la fin des examens, certes imparfaits, mais qui délivrent des diplômes nationaux. Sans ces examens, les inégalités du système seraient encore bien plus grandes, toujours au détriment des classes populaires. Dans de nombreux établissements, les professeurs refusent de remplir ces livrets de compétences, avec le soutien

des organisations syndicales. Le milieu enseignant ne reste pas inactif face à cette avalanche de nouvelles attaques auxquelles il faut ajouter les effets de la réforme des lycées en seconde et le rapport récent proposant la fin du collège unique et prévoyant qu'un prof devrait enseigner deux matières à la fois et passer plus d'heures sur son lieu de travail. Dès la rentrée, le 6 septembre, un appel à la grève proposé par le Snes et relayé par SUD Éducation, obtenait un certain succès. Pour les trois journées de défense des retraites, les cortèges enseignants, notamment ceux de la FSU, étaient massifs. Aujourd'hui, le service public d'Éducation se trouve encore attaqué. La mobilisation des enseignants, parents, élèves pour le défendre est plus que jamais à l'ordre du jour.

Robert Noirel



Des horizons à construire

BRÉSIL. Le premier tour de l'élection présidentielle et les élections de gouverneurs, députés et sénateurs du 3 octobre ont été marqués par la commune volonté des trois principaux partis de poursuivre la politique libérale et antiécologique de Lula.

Il y a très peu de différences entre les propositions politiques des trois principaux candidats, Dilma Rousseff (46,9%) du Parti des travailleurs (PT), José Serra (32,6%), du Parti social démocratique brésilien (PSDB) et Marina Silva (19,3%) des Verts. Tous les trois ont conforté le patronat avec des promesses de réforme fiscale, de réduction des cotisations sociales et de protection de leurs intérêts financiers. Dilma Rousseff, qui a utilisé l'immense popularité de Lula, est malgré cela en ballottage avec José Serra. Toute la campagne de la dauphine de Lula a été axée sur le maintien du modèle néolibéral, assaisonné de quelques mesures sociales et «assistancialistes». Le PT a pour cela fait alliance avec le Parti du mouvement démocratique (PMDB) qui présente comme vice-président un homme mêlé à des affaires de corruption. José Serra promet d'augmenter le salaire minimum de 5,6%, soutient le projet très contesté d'usine hydroélectrique de Belo Monte et veut paver la route transamazonienne... Marina Silva, ex-ministre PT de l'Environnement, a mené une campagne avec des mesures productivistes labellisées «développement durable». Son bon

résultat en fait une cible courtisée pour le deuxième tour.

Une différence pourrait se faire entre les deux candidats du deuxième tour sur les rapports avec le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur. Lula a utilisé sa réputation de président de gauche modéré pour maintenir les relations avec ces pays tout en cherchant à assurer la suprématie du sous-empire. Dilma Rousseff fera la même chose tandis que José Serra ne pourra pas jouer dans le même registre que Lula étant donné les alliances de son parti. Mais le modèle de développement appliqué jusqu'à maintenant suivra le même chemin: accroissement de la concentration du capital et de la propriété, prospérité des banquiers qui sont les grandes gagnants de cette période. La volonté des travailleurs et des masses misérables pour une transformation de la société a été amortie par les programmes assistancialistes. L'allocation familiale, touchée par 12 millions de familles et ne représentant que 1% du PIB, a eu un résultat déterminant dans le soutien à la politique de Lula. Les dirigeants des mouvements sociaux et des syndicats les plus importants ont été cooptés par le gouver-

nement à des postes de responsabilité. Le niveau de syndicalisation est passé à 17,7%, en baisse de 2% entre 2008 et 2009. Menant une campagne avec de claires références de classe et des propositions anticapitalistes, le candidat du Parti socialisme et liberté (Psol), Plinio de Arruda Sampaio, a centré ses interventions sur les droits des travailleurs, pour une nouvelle répartition des richesses, la réorganisation des services publics, la réforme agraire, le retrait des troupes d'Haïti, la solidarité internationaliste. Avec un faible résultat (0,87%), il obtient la quatrième place parmi les neuf candidats à la présidence de la République. Le Psol conserve trois députés fédéraux à São Paulo et Rio de Janeiro. Il passe de trois députés d'État à quatre et obtient un sénateur et probablement une sénatrice. L'ex-candidate à la présidence, Heloisa Helena, n'a pas réussi à se faire élire sénatrice de son État d'Alagoas, et la députée Luciana Genro a aussi été battue. Il s'agit maintenant d'essayer d'unifier les aspirations étouffées des travailleurs à partir des propositions faites par le Psol.

Béatrice Whitaker

L'impérialisme embourbé

AFGHANISTAN. Rien ne s'arrange pour les États-Unis et leurs alliés.

Pour répondre à l'hostilité grandissante de l'opinion américaine, Barack Obama a déclaré que sa stratégie en Afghanistan cherchant à préparer le retrait américain pour juillet 2011 n'avait pas «échoué pour l'instant». Optimisme de façade contredit par les faits. Obama se fait l'écho des déclarations du général Pétraeus, le commandant des forces de l'Otan, qui dit avoir «repris l'offensive» en engageant l'opération «frappe du dragon» par la bataille de Kandahar, dans la région patchoune du sud du pays. Cette offensive aurait dû débiter au printemps et son report est l'expression d'une situation instable qui échappe de plus en plus à l'Otan comme au gouvernement fantoche de Karzaï.

Les résultats des élections législatives du 18 septembre, qui se voulaient une démonstration, sinon de l'autorité du pouvoir, au moins de sa volonté démocratique, ne seront pas connus avant le 31 octobre. Elles ont été dominées une fois encore par la fraude, la corruption. Sous la pression des talibans, elles ont été largement boycottées. Le chiffre de 40% de participation semble largement surestimé.

Dans le souci de donner de la crédibilité à la politique américaine qui prétend passer la main à l'armée et la police afghane, Karzaï vient de fermer huit sociétés privées étrangères, sur les 52 qui opèrent sur le territoire à l'ombre des armées d'occupation. Il a aussi procédé à la nomination des 68 membres d'un Haut Conseil pour la paix, chargé de négocier les ralliements de talibans au nom de la «réconciliation nationale». Autant de gestes politiques qui ne peuvent masquer le fait que l'escalade guerrière de plus en plus meurtrière plonge le pays dans le chaos. La population civile paye un tribut de plus en plus lourd et les pertes américaines en 2010 ont été les pires de toute la guerre. Et cela dans un des pays les plus pauvres du monde avec le taux d'alphabétisation et l'espérance de vie les plus bas.

La situation dans toute la région se dégrade. La multiplication des attaques meurtrières des drones de la CIA contre les bastions des talibans dans la région pakistanaise frontalière du Nord-Waziristan aggrave les tensions. Une instabilité croissante et meurtrière qui nourrit la haine contre les puissances impérialistes dont l'aide face au drame des inondations est, à l'opposé, dramatiquement faible. Les talibans tirent bénéfice de cette situation.

La stratégie impérialiste est tout autre que les fauxsemblants politiques. Le secrétaire général de l'Otan, Rasmussen, l'a souligné, dans une interview au journal espagnol ABC: les troupes de l'Otan resteront «le temps qu'il faudra pour finir le travail» et «la défaite n'est pas une option, nous vaincrons», quel qu'en soit le coût humain et financier. Chaque jour, la seule participation française à la guerre coûte près de 1,3 million d'euros.

Assez de cette sale guerre, hors d'Afghanistan les troupes impérialistes!

Yvan Lemaitre

en bref...

La résistance contre Stuttgart 21 s'amplifie.

À Stuttgart, au cœur de la concentration industrielle la plus importante d'Allemagne, un projet de travaux d'urbanisme gigantesque a été lancé. Stuttgart 21, tel est son nom, doit permettre de transformer la gare de Stuttgart. Ce chantier pharaonique devrait coûter 9 milliards d'euros avec la construction d'une gare souterraine, de nombreux tunnels et ponts. Ce projet très controversé va engloutir des sommes folles qui manqueront à la ville et à la région dans leurs budgets sociaux. Depuis le début des travaux, début août, la résistance grandit chaque jour. Des manifestations devant la gare rassemblant de 10 à 30 000 personnes ont lieu au moins deux fois par semaine. Un palier a été franchi le 30 septembre, quand la police a violemment dispersé une manifestation pacifique, provoquant plus de 300 blessés légers. Le lendemain, près de 100 000 personnes se sont rassemblées pour dénoncer la violence policière et s'opposer à ces travaux qui risquent de faire

perdre la majorité au parti d'Angela Merkel (qui défend farouchement ce projet), lors des prochaines élections régionales en 2011. Cette résistance est un formidable encouragement pour tous les autres mouvements de résistance qui renaissent en Allemagne comme l'a montré la manifestation de Berlin du 15 septembre. En effet ce jour-là, 100 000 personnes ont manifesté contre la décision gouvernementale de prolonger l'activité des centrales nucléaires de douze ans.

Équateur: non au coup d'État! Le 30 septembre, un secteur important de la police nationale s'est insurgé et a séquestré dans un hôpital l'actuel chef de l'État, Rafael Correa, après la suppression de certaines primes salariales de policiers et de militaires. Cette tentative de coup d'État a échoué. Le sommet du corps militaire a exprimé son appui à Correa, et une très forte mobilisation populaire a manifesté dans les rues contre cette action. Quito a aussi reçu le soutien des gouvernements de la région. Rafael Correa a donc été libéré

quatorze heures plus tard, les policiers émeutiers ne trouvant appui quasiment nulle part. Ces dernières années, de nombreuses mesures positives portées par la population ont provoqué une très forte opposition des secteurs conservateurs du pays habitués à compter sur le gouvernement pour défendre leurs intérêts. La constitution de 2008 issue d'un processus démocratique, la fin de la présence de l'armée américaine sur la base de Manta, la suspension du remboursement de la dette publique, l'augmentation des dépenses sociales, le refus d'exploiter le pétrole situé dans le sous-sol amazonien, sont des mesures qui ont vivement agacé la droite et l'impérialisme états-unien. Pourtant, de plus en plus de gages ont été donnés aux pays impérialistes et aux transnationales. Récemment, Rafael Correa s'est dit prêt à signer de nouveaux accords de libre commerce, permettant l'exploitation des ressources par des transnationales et menaçant les populations paysannes et indigènes. Cette politique est

vivement contestée par les mouvements sociaux qui se sont mobilisés. Le pouvoir était donc affaibli et les policiers ont tenté de faire passer leur putsch pour une contestation sociale et salariale. La brèche est donc ouverte pour la droite qui est prête à une issue par la force. Mais, au-delà du contexte équatorien, la situation du continent sud-américain est très préoccupante. Celui-ci vit un retour de la droite au pouvoir comme au Mexique et au Chili, et des percées électorales significatives comme au Venezuela. Le coup d'État au Honduras en juin 2009 a ouvert la porte aux épreuves de force contre les États les plus progressistes. Sans compter que l'armée américaine a renforcé son dispositif de guerre sur le continent, notamment en Colombie. Le temps des coups d'État avec leurs cortèges de morts et leurs régimes de terreur n'est donc pas fini... les mouvements sociaux et les populations le savent. L'enjeu est à la fois d'empêcher toute tentative de coup d'État tout en approfondissant la lutte pour l'émancipation des peuples.

Lutte des en Eur

2 octobre : une réussite à confirmer

Cela semblait un pari risqué qui, en tout cas n'avait pas, c'est le moins que l'on puisse dire, recueilli l'assentiment de beaucoup de militants ou équipes syndicales fortement impliqués dans les mobilisations de ces dernières semaines. Le décalage, voire le recul paraissait grand entre les précédentes journées de grèves et de manifestations notamment des 7 et 23 septembre. Et pourtant la mobilisation a été sensiblement égale aux journées précédentes (avec des écarts en plus ou en moins selon les régions ou les villes). Mais surtout c'est le type de manifestants présents qui était le plus remarquable. De nombreux militants d'entreprises se sont abstenus de participer, considérant que cette initiative était en recul par rapport aux précédentes. À l'opposé des salariés de petites ou moyennes entreprises, ou qui sont dans l'impossibilité de faire grève, du fait de la répression patronale ou de difficultés financières étaient présents. Les mots d'ordre étaient beaucoup plus larges que la retraite avec des slogans contre Sarkozy et le gouvernement. L'accueil des points fixes et des tracts et autocollants distribués par les militants du NPA traduisait bien cette volonté de politiser la mobilisation. Ainsi cette journée fut un pont utile entre le 23 septembre et le 12 octobre mais n'a pas ouvert la voie à la généralisation de la mobilisation, à l'entrée dans une grève reconductible assise notamment sur des grèves dans les entreprises. C'est à cette tâche que sont maintenant confrontées les équipes syndicales. Les mobilisations qui se développent sur l'ensemble du territoire ne se limitent pas à la question des retraites. Infirmiers anesthésistes, dockers, salariés de Ford ou des raffineries de l'Étang de Berre (nous y reviendrons dans le prochain numéro) mobilisés sur leurs statuts, l'emploi, les qualifications, les conditions de travail et la pénibilité font en même temps le lien avec la question des retraites et la politique gouvernementale. Reste à construire ce « tous ensemble », dans la grève bloquant l'économie du pays pour faire reculer le gouvernement et ses amis du Medef. Sans attendre le 12 octobre.

100 000 participants à Bruxelles le 29 septembre

Cette journée européenne de manifestation avait été décidée par la Confédération européenne des syndicats, il y a six mois, en réponse aux multiples attaques contre les salariés du continent. Partout des plans d'austérité plus ou moins officiels tentent de faire payer la crise aux peuples. C'est successivement en Grèce, Espagne, Portugal et Italie que les plans les plus draconiens sont d'ores et déjà mis en place. Du Portugal (50000 manifestants) à l'Italie (50000) en passant par Varsovie (5000), Chypre, la Lituanie ou la Serbie, des dizaines de milliers de salariés ont défilé un peu partout en Europe. Mais c'est à Bruxelles que la manifestation était la plus importante regroupant des cortèges venus d'Allemagne avec le DGB (Confédération allemande des syndicats), d'Italie avec la CGIL (Confédération générale italienne du travail), de France avec 20000 manifestants derrière les banderoles de la CGT, CFDT, FO, CFTC et Unsa. L'ensemble

étant accueilli par 50000 manifestants sous les drapeaux et ballons de la FGTB (Fédération générale du travail de Belgique) et de la CSC (Confédération des syndicats chrétiens de Belgique) et était rejoints par de plus petites délégations du Portugal, de Bulgarie, d'Irlande et de Grèce.

Au total une belle unité avec des slogans rassembleurs contre l'austérité, pour l'emploi, pour les conditions de travail. Cette initiative traduit la compréhension par les équipes militantes de la nécessité de porter les mobilisations au niveau européen. Il reste pourtant à construire la coordination des luttes à ce même niveau. Les attaques qui se multiplient contre l'emploi notamment dans l'automobile devraient en être l'occasion pour éviter que la concurrence entre les travailleurs des différents pays ne fasse des ravages dans leurs entreprises, laissant les mains libres aux employeurs.

«ex-Ford» Blanquefort: rien n'est perdu!

Deux ans après, au même endroit, les «ex-Ford» ont envahi à nouveau le stand de la multinationale au Salon de l'automobile. C'est à 400 personnes, avec une majorité de salariés mais aussi des syndicalistes d'entreprises de Bordeaux, des habitants, des élus, qu'a été rappelée l'exigence de sauver tous les emplois. Cette action symbolique a permis de faire entendre très fort qu'il n'était pas question de lâcher un combat lancé en 2007. Mais elle a permis aussi de redonner le moral. L'impact médiatique, le soutien des partis de gauche (Olivier Besancenot, Jean-Luc Mélançon, Harlem Désir, Pierre Laurent, la porte-parole EÉ) venus au rassemblement devant le salon, le soutien des élus locaux acheminés par le train spécial, tout cela montre que la défense des emplois est l'affaire de tous. Dans l'usine le climat est moins à la résignation et il y a de la fierté à avoir ainsi manifesté.

C'est parce que les salariés ne sont pas isolés que la perspective de s'opposer aux suppressions d'emplois devient crédible. Cela permet de changer la donne. Comme pour les retraites, c'est bien un front large qu'il s'agit de construire contre les licenciements.

Les syndicats de l'usine étaient reçus deux jours après (4 octobre) au siège de Ford Europe à Cologne. La direction est en train de décider le transfert d'activité sur le site et dit même envisager une éventuelle reprise en main de l'usine. Il faut dire que le repreneur HZ a complètement échoué,



Paris, le 2 octobre. Un train spécial a emmené les salariés au Mondial de l'automobile. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)

aucun des projets promis il y a dix-huit mois ne s'est concrétisé. Ford affiche une confiance déçue. Du coup, la seule perspective viable est bien le rachat par Ford qui se trouve dans une position peu confortable après s'être engagé à maintenir tous les emplois.

Un bras de fer s'est engagé entre la mobilisation des salariés impliquant les pouvoirs publics et une multinationale sous pression voulant préserver son image. Difficile de prévoir la suite des événements. Mais une chose est sûre : c'est parce que les salariés maintiendront la pression que la situation pourra évoluer favorablement.

Carlos Abrantes - Philippe Poutou

Grèce : des luttes

Pas un jour en Grèce sans mobilisations sectorielles : la semaine passée, les propriétaires de camion ont mis fin à leurs actions de blocage, engagées pour refuser l'ouverture de leur profession à la « concurrence libre » qui risque de voir ce secteur pris en main par les grosses sociétés de transport européennes. La semaine passée encore, des grèves et des arrêts de travail ont eu lieu dans les transports en commun : les cheminots se mobilisent de leur côté contre le projet bien avancé de privatisation. Dans le secteur presse-édition, les licenciements pleuvent et les masques tombent : les patrons de presse, très influents dans ce pays et jouant pour certains un rôle de mécène bien mis en scène, se déchainent, et on a pu voir le patron du groupe du « mécène culturel » Lambrakis, qui licencie la centaine de travailleurs d'une maison d'édition connue, injurier avec une vulgarité inouïe un représentant du personnel combattif. Et jeudi 7, a lieu une grève générale, mais dans le seul secteur public...

Beaucoup de luttes donc, mais en même temps une phase de recul des mobilisations nationales, qui avaient été si fortes au printemps. La faute en revient bien sûr au rou-

classes

rope

Grève des infirmiers anesthésistes

Depuis plusieurs mois, les infirmiers anesthésistes diplômés d'État (IADE) sont en lutte pour obtenir la reconnaissance de leur diplôme au niveau bac+5, une revalorisation salariale, le maintien de la catégorie active, l'exclusivité de l'exercice et la prise en compte de la pénibilité de leur travail. En effet, ils constituent la cheville ouvrière des blocs opératoires en lien avec les chirurgiens et les médecins anesthésistes.

Depuis plusieurs mois, le ministère les fait lanterner de rendez-vous en groupe de travail, c'est la raison pour laquelle ils ont décidé de hausser d'un cran leur mobilisation. D'abord en s'organisant massivement en collectifs unitaires locaux départementaux et régionaux, en lien avec les syndicats (Ufmict CGT, SUD santé-sociaux).

Ensuite, en utilisant des formes de lutte inédites comme le blocage des voies SNCF de la gare Montparnasse le 18 mai dernier.

Vendredi 1^{er} octobre, une nouvelle et septième journée nationale était organisée à Paris sur les revendications et face aux menaces qui pèsent sur le décret de compétences organisant la profession au niveau national.

La manifestation sur les Champs-Élysées au niveau du Fouquet's, célèbre cantine présidentielle, a réuni près de 2000 IADE fortement encadrés par la police dont une brigade en civil. La manifestation se déplaçait ensuite devant le siège de l'UMP puis devant le ministère où une délégation était reçue. Dans la soirée, les manifestants ont été violemment agressés par les forces de police avec gazage



Paris, le 1^{er} octobre. Les infirmiers sont agressés par les forces de police. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

massif et de nombreuses arrestations. La délégation au ministère a été expulsée par la police qui a défoncé une porte. L'émotion et la colère sont grandes parmi les infirmiers anesthésistes et au-delà parmi tout les personnels soignants. Le résultat ne s'est pas fait attendre: lundi 4 au matin, la grève se développait comme une trainée de poudre dans de nombreux services à la suite d'un préavis syndical de grève reconductible.

Le même jour, une délégation a rencontré Olivier Besancenot. Nul doute que le mouvement saura trouver les moyens de faire le lien avec les grèves qui se développent dans plusieurs hôpitaux contre les projets de restructuration.

Roland Foret

2500 au Perthus

2 500 manifestants se sont retrouvés mercredi 29 septembre dans le village du Perthus (Pyrénées-Orientales), pour bloquer pendant plusieurs heures la frontière franco-espagnole, dans le cadre de l'« euromanifestation » organisée un peu partout en Europe. Travailleurs français, andorrans et espagnols rassemblés derrière une même bannière « contre l'austérité » et derrière une forêt de drapeaux catalans et rouges (des syndicats mais aussi du NPA), unis dans un même combat contre l'offensive antisociale lancée en Europe aussi bien par des gouvernements de droite que de « gauche ».

L'Espagne connaissait le jour même sa première grève générale contre le gouvernement du social-libéral Zapatero qui n'est pas en reste par rapport à la droite ultra-libérale de Sarkozy pour s'attaquer brutalement aux salaires, à la protection sociale et à la retraite (reportée à 67 ans). La participation combative aux cortèges des Commissions ouvrières, de l'UGT et l'Usoc témoignait du succès de la mobilisation en Espagne. Une volonté de lutter qui s'est retrouvée dans les cortèges des syndicats français (venus nombreux de plusieurs départements du sud-ouest) malgré, malheureusement, l'absence d'appel à la grève de ce côté des Pyrénées.

La réussite de cette initiative appelle d'autres actions internationalistes plus massives et résolues encore – pour des mobilisations ouvrières unies qui soient coordonnées à l'échelle européenne afin de faire échec aux plans réactionnaires des différentes bourgeoisies qui, au-delà de leurs divergences et concurrences, s'entendent pour faire payer la crise à la classe ouvrière.

Grève générale en Espagne: un point de départ encourageant

La grève générale du 29 septembre a montré que la classe ouvrière de l'État espagnol n'a pas renoncé face aux politiques néolibérales du gouvernement Zapatero. Le 9 septembre dernier, le Parlement adoptait une nouvelle réforme du droit du travail avec les voix du PSOE et la collaboration du PNV (Parti nationaliste basque). Cette réforme est la plus grande attaque contre les travailleurs depuis la mort du dictateur Franco. Elle facilite les licenciements en les rendant plus simples, rapides et bon marché pour les chefs d'entreprise; institutionnalise le contrat de travail temporaire comme voie d'accès au marché du travail; augmente les pouvoirs des chefs d'entreprise en remettant en cause la négociation collective; privatise la médiation dans les conflits du travail.

Cependant cette réforme du travail n'est qu'un des aspects de la politique agressive de Zapatero. À la fin de l'exercice antérieur, ce gouvernement approuvait déjà un plan d'ajustement s'attaquant aux investissements dans les services publics, diminuant de 5%, en moyenne, le salaire des fonctionnaires et employés publics avec un blocage salarial pour l'avenir. Et comme si tout cela n'était pas suffisant, il projetait aussi une réforme qui porterait l'âge de départ à la retraite à 67 ans.

Voilà dans quel contexte les deux centrales syndicales majoritaires (CCOO et UGT) ont appelé à la grève générale, appuyées par le syndicalisme alternatif. Cependant et malgré les conditions favorables à un succès, plusieurs difficultés laissent présager une grève générale bien plus faible. D'un côté le discrédit du syndicalisme, facilité par des décennies de politique de concerta-

tion sociale, d'un autre côté le manque d'unité syndicale et les conditions de l'emploi (haut pourcentage de contrats temporaires, plus de 45% parmi les 25-29 ans et plus de 94% dans les entreprises ayant au plus dix employés).

Néanmoins, la grève générale a été plus forte que ce qu'on pouvait attendre, avec une grande participation (entre 80 et 100%) dans les branches comme l'industrie, les transports, la construction et les éboueurs. Et dans la rue, le mouvement a été particulièrement animé. Plus de 1,5 million de manifestants répartis sur plus de 100 manifestations avec des centaines de milliers à Madrid et Barcelone.

Le succès dans ces secteurs et la forte participation dans la rue ne peuvent dissimuler la faible participation dans la fonction publique (santé, éducation et administration publique) laquelle ne s'est pas mobilisée pour la défense des droits du travail du secteur privé ni pour les siennes propres, le 8 juin dernier (grève générale dans la fonction publique contre les coupes budgétaires). Par ailleurs, une semaine après le 29 septembre, les directions syndicales des CCOO et de l'UGT n'ont encore fait aucun appel à une nouvelle journée de grève générale. Seule une lutte soutenue dans le temps avec d'autres journées de grève générale fera céder le gouvernement Zapatero. Le succès ou l'échec dépendra donc de notre capacité à faire pression sur les directions syndicales vers la mobilisation prolongée, les éloignant de la table de négociation et de la politique de « dialogue social ».

Ruben Quirante, Gauche anticapitaliste (Izquierda Anticapitalista)

es dispersées

leau compresseur du gouvernement socialiste, obéissant servilement aux ordres incessants du FMI et des instances de l'Union européenne. Comme on s'en doutait, les baisses de salaires draconiennes ne suffisent pas, et désormais, c'est aux conventions collectives qu'on s'en prend, avec comme but de pouvoir imposer dans une entreprise des salaires plus bas que celui de l'accord de branche.

Mais l'autre responsable de cette phase de recul des mobilisations nationales, sensible lors de la manif de rentrée sociale à Salonique, inférieure en nombre aux attentes du début d'été, c'est bien sûr la bureaucratie syndicale, qui, après la tactique des grèves de 24 heures espacées et usantes, avait laissé entendre un appel à la grève générale pour la journée européenne du 29 septembre. Pour éviter tout risque de débordement et en expliquant sans vergogne que la tactique ne peut plus être aux grèves, le dirigeant de GSEE s'est contenté d'appeler à un rassemblement le 29 au soir: tout juste quelques centaines de travailleurs y ont participé... C'est donc au mouvement de trouver par lui-même son second souffle.

A. Sartzekis, Athènes, le 4 octobre.

(PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)



<http://www.viedemeuf.fr>

Les temps sont durs et, chaque jour, on multiplie les petites expériences désagréables et les frustrations... surtout quand on est une femme et que l'on est contrainte de subir les discriminations au quotidien, sans avoir forcément la possibilité de le dénoncer. Mais désormais, grâce au réseau Osez le féminisme, les femmes ont un nouveau porte-voix. Sur le modèle de viedemerde.fr, le site viedemeuf.fr met en ligne les témoignages de femmes qui expérimentent le sexisme et les inégalités au travail jour après jour. La lutte contre les inégalités entre les hommes et les femmes est loin d'être finie, c'est édifiant.

l'essai

LES GRAMMAIRES DE LA CONTESTATION UN GUIDE DE LA GAUCHE RADICALE

IRÈNE PEREIRA

Les empêcheurs de penser en rond

La Découverte
238 pages
14,50 euros



La zoologie de la gauche radicale vous est mystérieuse? Précipitez-vous sur le livre d'Irène Pereira. Clair, allant à l'essentiel, sans déformations liées à ses propres inclinations, l'auteur a produit un livre d'une grande utilité. Appuyée sur la sociologie pragmatique de Boltanski et Thévenot, elle propose un classement en fonction des «grammaires» propres à chaque courant, lesquelles conduisent à «restituer la logique qui permet de saisir la cohérence des discours et des pratiques des acteurs». Elle nous propose trois de ces grammaires: républicaine sociale; socialiste; nietzschéenne. On est parfois surpris à la marge: que les «conseillistes» relèvent de Nietzsche, voilà qui surprendrait Pannekoek; que l'engagement associatif (type Attac) relève de la première et pas de la seconde est aussi peut-être rapide. Mais on sait depuis Linné¹ que la classification, même discutable, est le début d'une science. La classification de Pereira est particulièrement inspirante. D'autant qu'une fois ce classement donné, elle croise les grammaires et travaille des frontières poreuses. Et n'hésite pas à s'engager elle-même en décrivant cinq grandes structures de domination: capitaliste, théologico-étatique, rationnelle-technique, patriarcale, raciste. Les juxtaposer ne ferait guère avancer dit-elle. Mais les hiérarchiser strictement conduit à en nier certaines. Elle pose le problème et ne donne pas vraiment la solution. Pas étonnant, puisqu'il s'agit d'une question de grande envergure pour toute la gauche radicale. Le NPA en discute d'ailleurs, au point que l'auteur, tout en classant ce parti dans la grammaire «socialiste» (évidemment), le décrit aussi comme traversé par les autres grammaires.

Fixer les idées et les faire travailler: voilà un livre revigorant.
Samy Johsua

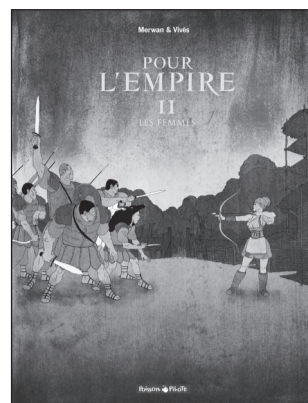
1. Linné est un botaniste suédois du XVII^e siècle qui a mis au point une classification des végétaux.

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



FILM WALL STREET 2 Oliver Stone

Tout amoureux du cinéma américain est ému: voir Susan Sarandon, découvrir un Eli Wallach siffloteur, scruter les gros plans du visage ravagé de Michael Douglas dans un film où on parle si souvent de cancer... Et puis, il y a ce côté pédagogique, explicatif, sur le fonctionnement de la Bourse – du capitalisme. Quelques nuances: un mélo familial un rien gonflant. Et puis, on aimerait des explications-dénonciations plus «mises à jour». Tenez, dans *la Tribune*, quotidien bolchevique notoire, je viens de lire deux articles, l'un expliquant que toutes les prétentions actuelles de moraliser, de réguler le capitalisme, c'était du pipeau; l'autre, que proclamer que les Bric (Brésil, Russie, Inde, Chine) étaient convertis au capitalisme était erroné: oui pour la technique, mais restant au fond des économies dirigistes. À quand un film là-dessus?
Paul Louis Thirard



BD POUR L'EMPIRE, LES FEMMES, Bastien Vivès, Merwan Chabane Dargaud / 10,95 euros

Les deux auteurs imaginent un étrange univers, semblable à l'Empire romain, dans lequel une unité de soldats d'élite est chargée d'une mission d'exploration aux confins de l'Empire. Dans ce volume, les soldats font face à la menace invisible de guerrières amazones insaisissables. Avec ce récit, Vivès et Chabane livrent un conte historico-fantastique, avec de superbes dessins et les couleurs de Sandra Desmazières. Une BD très originale, très éloignée de tout ce qui se fait actuellement, comme si leur plume était trempée dans l'esprit des récits héroïques d'Homère.
Sylvain Pattieu



MUSIQUE GOOD THINGS

Aloe Blacc
Stone Throw
Digne représentant de l'actuelle déferlante «revival» soul sixties, Aloe Blacc, ex-rappeur américain converti au chant, a réussi à bousculer les gros calibres dégainés par les majors pour surfer sur cette mode nostalgique (Raphael Saadiq, Plan B, etc.). Signé sur le label indépendant Stone Throw, son album embaume ainsi tous les gimmicks des années soixante, avec ses envolées de cuivres et ses mélodie «motonniennes», cependant parfumées d'une modernité imparable pour la génération Ipad et Deezer. Pour preuve son hit emblématique, *I need a dollar* (ses textes révèlent au passage toutefois la persistance d'une conscience sociale très «hip-hop» originel) est devenu le générique de la série à sensations *How to make it in America*, chronique tragico-musique du mythe du self-made-man new-yorkais. Et dire que certains devaient encore acheter de vrais disques avant!
King Martov



LIVRES UN JOUR AVANT PÂQUES Zoyâ Pirzâd

Livre de Poche / 6 euros
À lire les journaux, l'Iran se résumerait à une République islamique rétrograde s'apprêtant à déchaîner l'apocalypse nucléaire. Loin de ces clichés, Zoyâ Pirzâd nous fait découvrir toutes les richesses et les contradictions de la société iranienne. Avec ce court roman, elle nous plonge au cœur de la communauté arménienne d'Iran, à travers l'amitié d'un jeune garçon avec la fille du gardien de l'école. Lui est arménien, donc chrétien, elle, musulmane. Le récit, fait d'allers et retours entre passé et présent, entre Téhéran et la province, dévoile au fur et à mesure les drames amicaux et familiaux, le poids des traditions mais aussi les petits bonheurs du quotidien et toutes les variations de la cuisine iranienne. Avec subtilité et tendresse, l'auteure dresse le portrait d'une société à la fois familière et dépayssante.
Henri Clément

HORS-LA-LOI

La face cachée de la République française

De Sétif à l'indépendance, le dernier film de Rachid Bouchareb raconte la guerre d'Algérie du point de vue de ceux qui ont subi la colonisation.

Le très beau film de Rachid Bouchareb commence par le massacre de Sétif à l'origine de la guerre d'Algérie qui ne débuta officiellement que neuf ans plus tard. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les alliés, dont la France libre, signent la Charte de l'Atlantique qui proclame «le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes». Et pourtant, le 8 mai 1945, alors que les foules pari-

siennes fêtent ce droit, à Sétif en Algérie, un jeune garçon portant un drapeau algérien est abattu par l'armée française. C'est le contraste entre les sourires dans les images d'archives à Paris et la douleur des survivants du massacre de Sétif qui dévoile toute l'hypocrisie du discours officiel de notre belle République.

60 ans plus tard, cette hypocrisie est toujours vivante et pas uniquement chez les nostalgiques de l'Algérie française qui ont crié au scandale lors de la projection du film au festival de Cannes. Il y a seulement quatre ans, l'UMP a tenté d'imposer une loi prévoyant que «les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord».

Ce film, qui raconte l'histoire de l'Algérie jusqu'à la victoire du FLN et l'indépendance en 1962, est donc plus que bienvenu car pour la première fois dans un film grand public, avec des acteurs très connus, l'histoire de la colonisation est racontée du point de vue de ceux et celles qui l'ont subie et combattue. Pourtant ce n'était pas gagné d'avance et Bouchareb a expliqué qu'il avait dû réaliser et réussir un premier film – *Indigènes* – sur un sujet relativement plus consensuel afin d'avoir la crédibilité et le soutien pour faire

le film dont il avait toujours rêvé. De la première scène magnifique qui montre le vol de la terre – l'essence même de la colonisation –, jusqu'aux scènes de liesse de l'indépendance, le film nous fait vivre à travers la vie de trois frères très différents marqués par Sétif, les diverses facettes de la résistance algérienne à Paris et la répression féroce de la police française. Cette grande fresque raconte la vie dans le bidonville de Nanterre, la minorité de Français «porteurs de valises» qui soutiennent la cause algérienne, la dureté de la lutte armée, les dérives qu'elle entraîne mais aussi les cas de conscience et bien d'autres thèmes comme le massacre des Algériens à Paris le 17 octobre 1961. Lors de la sortie en France d'*Indigènes*, des dizaines de milliers de jeunes des quartiers, issus de l'immigration nord-africaine ont découvert (parfois en retournant le voir deux ou trois fois) une partie de leur histoire qu'ils avaient captée par bribes de leurs parents ou grand-parents mais qui est rarement racontée à l'école. On peut espérer que ce nouveau film aura autant de succès auprès d'un public encore plus large parmi lequel se trouveront peut-être de futurs réalisateurs de films sur d'autres épisodes cachés, sur d'autres massacres de l'empire colonial français, du Vietnam à Madagascar en passant par la Côte d'Ivoire¹.

Ross Harrold

1. À lire *Les massacres coloniaux* d'Yves Benot, La Découverte.



Georges Charpak, un militant ami des sciences

Georges Charpak, prix Nobel de physique en 1992, est mort le 29 septembre dernier. Au-delà de sa carrière de physicien, il était resté fidèle à ses engagements de jeunesse et nous nous sommes souvent retrouvés côte à côte, notamment dans le soutien aux sans-papiers.

Faut-il obtenir le prix Nobel pour qu'une vie devienne intéressante? Charpak lui-même en doutait, étonné qu'il se trouve «sommé de s'exprimer sur tout». «Sur tout» peut-être pas; mais sur beaucoup de combats qui nous sont communs, oui. Et pas en tant que physicien, mais comme militant. Lorsqu'il a 7 ans, sa famille juive arrive en France de la lointaine Ukraine (une partie considérée comme polonaise à l'époque). Immigrée, et... clandestine; sans papiers comme on dit maintenant. Monsieur Besson, c'eût été dommage d'expulser le petit Georges, vous ne trouvez pas? Pas religieuse, un (tout petit) peu trotskiste, la famille éduque le futur Nobel. Puis viennent l'engagement dans la Résistance, les Jeunesses communistes. La prison d'Eysses où un aîné, là encore fêru de Trotsky, mais surtout scientifique, l'initie aux «mathématiques modernes». Et le camp de Dachau, d'où l'on revient difficilement. Lui en revient et, pas dupe, sait que c'est cette carte de résistant qui est pour beaucoup dans la possibilité qui lui est donnée de faire carrière dans les sciences. Une histoire proche d'un autre Nobel célèbre, le biologiste François Jacob. Puis vient 1956, les chars soviétiques qui écrasent la révolte ouvrière hongroise, et l'éloignement définitif du PCF. Comme d'autres, il a gardé de cette époque une saine horreur de l'embrigadement dans les partis. Mais contrairement à tant d'autres aussi, tous ces engagements de jeunesse fondamentaux sont restés intacts. Ni proche ni loin du NPA et du courant que nous représentons, il fut quand même lors de nombreux combats à nos côtés, contre l'agression américaine au Vietnam, pour les dissidents soviétiques et plus tard, pour les sans-papiers.

Une trajectoire militante à saluer donc, déjà, en tant que telle. Mais qui se combine à la physique et au Nobel. Pas n'importe quelle physique. Celle, relativement peu valorisée, des instrumentistes. Bien sûr, quand il dit de lui-même qu'il fit «du bricolage», il faut en prendre et en laisser. Déjà parce qu'il précise qu'il était «incapable de réparer une prise électrique mais inégalable lorsqu'il s'agit d'échafauder une théorie pour dire pourquoi elle ne marche pas.» Et au niveau où il travaillait, de la théorie, il en faut pas mal. Je n'ai pas souvenir d'un autre Nobel attribué pour la seule résolution d'un problème pratique décisif. Étudier la structure élémentaire de la matière,

c'est l'objet des grands accélérateurs où on envoie des particules se percuter à grande vitesse. Mais ensuite bonjour la difficulté pour recueillir et analyser les produits. Charpak imagine des systèmes de fils sous tension, qui récupèrent un nombre très élevé d'événements et rend possible un traitement informatique automatisé. Bingo pour ce «théoricien raté» comme il se présentait.

Un combat pour rendre la science accessible au plus grand nombre

Au croisement de cet esprit pragmatique et de l'engagement citoyen, il y a ensuite le combat entamé pour la propagation de l'esprit scientifique. Avec chez lui la certitude que «seule la science peut constituer l'outil indispensable pour déjouer les méfaits de la science». D'où une lutte inlassable contre le «tout se vaut», les charlatans et l'irrationalité qui «empoisonnent la sérénité du jugement». Ici, il faut bien sûr parler de son combat en faveur de l'énergie nucléaire civile, comme récemment dans *Libération* du 10 août 2010 (avec J. Treiner et S. Balibar): «La seule source massive d'énergie ne dégageant pas de gaz carbonique est la fission à l'œuvre dans nos centrales nucléaires actuelles. On sait qu'elle deviendra durable lorsqu'on passera à la 4^e génération de centrales (G-IV), laquelle transformera les déchets actuels en combustible et fournira ainsi de l'énergie

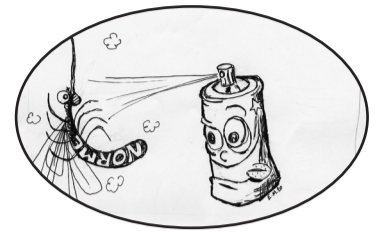
propre pour au moins cinq mille ans.» On a le droit évidemment de ne pas partager cet enthousiasme prophétique, et le débat avec lui à ce sujet a toujours été vif. L'autre élément fondamental est qu'il ne considérait absolument pas que ce débat puisse rester entre spécialistes. Bien au contraire, toute la fin de sa vie fut consacrée à populariser «le doute, le scepticisme, la curiosité» dès l'école primaire, avec le programme «La main à la pâte». Plutôt que de cultiver l'étrangeté de la science, en garder le mystère mais le mettre à la portée de la pratique et de la pensée des enfants. Importé des ghettos de Chicago, travaillé par Charpak et ses collègues, le projet touche maintenant près du tiers des écoles primaires du pays. Alors que la physique devient chaque jour plus ésotérique, presque impossible à expliquer et à partager; qu'en conséquence les vocations scientifiques s'effondrent; que le règne des «experts» peut s'imposer sans partage, il faut dit-il donner à tous la certitude de l'accessibilité des démarches scientifiques. Il en va, c'est vrai, de la possibilité du fonctionnement démocratique de nos sociétés.

Samy Johsua

G. Charpak, *Mémoires d'un déraciné, physicien et citoyen du monde* (Odile Jacob).



Normicides



Certaines expressions dans le langage courant empoisonnent vraiment l'existence. Par exemple, qui n'a jamais dit «pas la peine de crier, je suis pas sourd»?

Et du coup, quand ils parlent à une personne qui entend mal, la plupart des gens se sentent obligés de brailleur. Pourtant, quoi de plus énervant que quelqu'un qui se déforme le visage en articulant exagérément et en hurlant? Le mouvement des lèvres étant déformé, on n'y comprend plus rien. En revanche, rien ne nous échappe au cours de cette visite buccale imposée qui ne présente que l'intérêt de se rendre compte si la glotte vibre. Car dans ce cas, on peut en conclure que la personne parle trop fort et qu'on va sérieusement se faire remarquer d'une minute à l'autre.

Autre cliché qu'on ne manque jamais de nous envoyer à la figure: «Ah! T'es sourde? T'es muette aussi, alors?» Eh non, encore raté! Non seulement je ne suis pas muette mais je parle plusieurs langues dont celle des signes.

La déficience auditive est propre à chacunE. On peut être néE ainsi ou la voir s'installer au cours de notre vie. Tout comme il existe des châtain clair ou châtain foncé, avec des reflets roux, auburn ou aucun, les niveaux de surdité sont variables. Et comme la plupart des personnes qui souffrent de surdité, je ne suis pas complètement sourde, j'entends à ma façon.

Donc, pas la peine de crier. Non seulement vous vous abîmez les cordes vocales pour rien, mais vous allez réussir en plus à me filer mal au crâne. Si je n'entends pas l'avion qui passe tout près, j'entends la chasse d'eau qui fuit. Je n'entends pas qu'on m'appelle mais j'entends les ricanements. La musique me fait vibrer mais pas les paroles – sauf si j'ai le texte sous les yeux. Eh oui, car en plus, je sais lire!

Alors merci de ne pas casser le décodeur en faisant des grimaces ridicules.

Et ce n'est pas la peine de crier: je suis sourde.

CherE lecteur-lectrice, si toi aussi tu en as marre qu'on voie ton nez au milieu de ta figure, si tu ne veux plus culpabiliser quand tu ouvres ton frigo ou que tu oublies la fête des mères, bref si tu as repéré une norme qui te pourrit l'existence, ton témoignage est le bienvenu. Si en plus tu as adapté le piège à ours à cette nouvelle chasse ou inventé un nouveau miroir aux alouettes, contacte la rédaction de Tout est à nous! qui se chargera de sa (re)production à grande échelle. Toi aussi deviens unE serial norm killer-euse.

courrier

Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Dette publique. H. M. (93): Il est vrai, la dette publique n'est qu'un «transfert de richesses entre couches sociales», mais il est aussi vrai que cette arnaque ne date pas de 1973! Depuis que la bourgeoisie a établi son pouvoir au XIX^e siècle, la dette publique a toujours été un moyen pour l'État de soutenir, sur des fonds publics, la bonne marche des affaires des détenteurs de capitaux, et d'en présenter la note aux classes travailleuses. C'est pourquoi, dès 1880, le Parti ouvrier français, dans son programme rédigé par Jules Guesde avec la collaboration étroite de Marx, mettait au troisième rang de ses revendications immédiates «la suppression de la dette publique». (cité dans *Lutte de classes* de mars 2010 p.18).

Riposte antiraciste à la hauteur? J.-C. S. (09): J'ai signé en tant que conseiller municipal et adhérent du NPA l'appel «*Touche pas à ma Nation!*» et je suis très étonné de l'appréciation portée sur cet appel, au nom du NPA, dans l'article d'Antoine Boulangé (*Tout est à nous!* n° 70). Je n'ai rien vu dans cet appel qui réduise à la «seule perspective de voter contre Sarkozy en 2012», mais je ne dois pas être assez au courant des finesses politicardes d'états-majors... Sarkozy et celles et ceux qui le soutiennent ne présentent-ils pas un vrai danger pour la démocratie? Pour moi, oui. Et un large appel de réaction me convient. Il y a beaucoup à faire sans attendre 2012, mais en 2012, je préférerais avoir à voter pour unE candidatE d'union clairE sur l'anti-

capitalisme et l'écologie. Pour cela, il me semble que nous ne devons pas confondre clarté et isolement.

Répression contre l'Euromanifestation du 29 septembre. Ben et Nim (Lille):

C'est dans un climat très particulier que s'est déroulée l'Euromanifestation Anti-Rigueur du 29 septembre à Bruxelles. En effet, avant même le départ de la manif, la police belge a procédé à une véritable rafle sur la majorité des jeunes aux alentours. Contrairement au 220 arrestations annoncées par les médias, plus de 4000 personnes auraient été interpellées, dans des conditions humiliantes. On relève plusieurs dizaines de blessés. Un niveau de répression impressionnant

où le simple fait de porter un drapeau NPA était considéré comme un trouble à l'ordre public! On en viendrait presque à penser que les gouvernements européens craignent de plus en plus la riposte des jeunes et des travailleurs partout en Europe. Pour finir, il y a bien eu un cortège jeune... En cellule!

À Quimper, le PCF prend l'eau ...

Vendredi 24 septembre, sur proposition du maire PS, Bernard Poignant, les conseillers municipaux PS/UDB/UMP/Modem et... PCF ont voté la poursuite de la distribution de l'eau par Veolia et ce jusqu'en 2023. Seuls les Verts regroupés dans Kemper Écologie à Gauche ont voté unanimement contre la délégation de service public (DSP) et pour le retour de l'eau en régie publique. Constermée, la centaine de Quimpérois, présents pour rappeler la nécessité d'un retour de l'eau en régie publique, ont entendu l'élu PCF, adjoint au maire, expliquer que parce qu'il était pour un vrai retour de l'eau au public, il votait aujourd'hui la DSP au bénéfice de Veolia. Les deux élus PCF, en pleine lutte pour la défense des retraites, se retrouvent donc à voter avec le Modem et le parti de Sarkozy, pour la privatisation de l'eau à Quimper. Ce fait très grave a entraîné l'indignation de tous les citoyens présents à l'appel du collectif unitaire Eau 2010 et d'Eau Secours 29, à ce conseil municipal. Ce vote discrédite totalement ces élus accrochés à leurs privilèges de petits notables, comme la bernique à son rocher. Il interroge par ailleurs l'ensemble des adhérents PCF de Quimper et de ses environs, sur la fiabilité de leurs élus quimpérois.

Grève des agents territoriaux du lycée Victor-Hugo de Besançon

Vendredi 1^{er} octobre, une diffusion des tracts du NPA était prévue devant le lycée Victor-Hugo. Quelle ne fut pas notre surprise d'être accueillis par un piquet de grève des agents du lycée. En effet, à 100%, ils avaient décidé de se mettre en grève ce jour. La raison en est la surcharge permanente de travail : le conseil régional, désormais en charge de cette catégorie de personnel, ne remplace plus les agents en congé maladie qu'au bout de... 30 jours. Une gestion de gauche, sans doute. Résultat, rares sont les jours où les effectifs sont au complet. D'où une surcharge de travail. Une délégation de l'Unsa a été reçue au conseil régional. L'élu responsable du personnel de la région a promis deux agents contractuels, mais sans fixer de date pour leur arrivée. Étant donné que le problème est récurrent dans les principaux lycées de la région, il est probable que l'on entende de nouveau parler de ces travailleurs.

Unilever veut fermer Fralib à Gémenos

Mardi 28 septembre, le groupe Unilever a annoncé lors d'un Comité d'entreprise extraordinaire son intention de fermer l'usine Fralib (Thés Éléphant et Lipton) de Gémenos, près d'Aubagne (13). 182 emplois directs et 50 induits sont menacés. En mars 2007, un plan social avait déjà vu la suppression de 40 emplois. Au printemps, les salariés de Fralib avaient mené une grève de 9 semaines (voir *Tout est à nous* ! n°s 48, 49, 51 et 56) pour exiger 200 euros d'augmentation, en s'appuyant sur une productivité croissante et une hausse des bénéfices de l'entreprise. Aujourd'hui Unilever invoque des raisons économiques pour fermer l'usine de Gémenos et délocaliser la production à l'étranger dans d'autres usines du groupe. Les salariés de Fralib ne sont pas décidés à se laisser faire, et une lutte longue est engagée avec la multinationale Unilever. Dès l'annonce de la fermeture, le NPA était aux côtés des salariés. Très rapidement, un comité de soutien devrait voir le jour afin de mobiliser la population contre la fermeture des Thés Éléphants, présents en Provence depuis 114 ans !

Grève au centre de tri d'Héricourt (Haute-Saône)

Depuis le 27 septembre, la moitié des postiers du centre de tri d'Héricourt sont en grève et campent devant leur établissement. La sanction sans justification infligée à leur délégué CGT a mis le feu aux poudres. Les postiers n'en peuvent plus des mauvaises conditions de travail, des heures supplémentaires qui s'accumulent sans être payées ; ils n'en peuvent plus de l'arrogance des chefs, des mutations sanctions, de la désorganisation du travail... Leur détermination reste forte, malgré les menaces et intimidations qu'ils vivent au quotidien (lettre recommandées, propos violents de l'encadrement, visite de l'huissier...). Ils ont le soutien de la population très présente au piquet de grève, celui des élus PCF, PS et des militants PCF, NPA, LO. Avec la CGT, SUD intervient dans les centres de tri voisins où la direction tente d'organiser un tri parallèle. CGT et SUD lancent un préavis de grève sur le centre de tri de Montbéliard mercredi. Ils ont reçu un message de solidarité d'Olivier Besancenot. Leurs exigences : annulation des sanctions ; départ du cadre (fauteur de troubles) ; réorganisation du travail sur un temps de travail décent (base 35h) ; embauche des précaires ; suppression des tournées dites «sécables».

Meeting jeunes contre la réforme des retraites

Vendredi 1^{er} octobre, le collectif unitaire : «La retraite, une affaire de jeunes» a tenu un meeting à la Bourse du travail de Paris. Ce collectif créé en juin dernier rassemble quelque 24 organisations de jeunesse : syndicales, politiques et associatives avec l'objectif de mobiliser les jeunes et de leur faire prendre toute leur place dans la bataille contre la réforme des retraites. En plus du retrait de la loi, le collectif met en avant des revendications qui touchent particulièrement la jeunesse comme la prise en compte des années d'étude, de formation et d'inactivité forcée dans le calcul des annuités. Ce premier meeting a été un succès puisqu'il a rassemblé près de 500 jeunes. Il reflète en partie le début d'ébullition qui existe dans la jeunesse. Les cortèges de jeunes ont commencé à grossir lors des manifestations des 23 septembre et 2 octobre. Des lycéens ont débrayé toute la semaine dans différentes villes, ce qui laisse entrevoir une mobilisation propre de la jeunesse sur la question des retraites. Des assemblées générales sont appelées dans la majorité des universités et nombre de lycées avant le 12 octobre. L'enjeu est bien évidemment qu'elles soient les plus massives possible et qu'elles permettent de convaincre un



Paris, le 23 septembre. Les jeunes se mobilisent pour les retraites. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

maximum de jeunes de se mettre en grève le 12 et même après. Ce meeting pouvait rappeler, d'un certain point de vue, les débuts du CPE. Une des leçons de ce mouvement est bien que ce qui a permis de gagner a été la combinaison de manifestations massives mais aussi des grèves prolongées sur une bonne partie des universités et des lycées.

Des collectifs locaux «la retraite une affaire de jeunes» ont prévu de tenir des meetings dans d'autres villes la semaine prochaine.

Juliette Stein

Fontenay-sous-Bois ne bat pas en retraite

Pour donner plus d'ampleur à la mobilisation contre le projet de loi Sarkozy-Woerth, le collectif de défense des retraites de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) - dans lequel les militantEs du NPA sont investiEs depuis mai dernier - a profité de la réunion du conseil municipal, le 30 septembre. L'interruption de séance accordée par le conseil municipal (à majorité gauche plurielle, dirigée par le Parti communiste) a permis à la secrétaire de l'union locale CGT de faire partager la colère du collectif et sa détermination à obtenir le retrait du projet de loi. L'élu NPA de la ville a développé nos propositions et insisté sur la nécessité de

préparer la grève générale reconductible pour faire céder ce gouvernement. Le PS a rappelé sa proposition d'une autre réforme, il a néanmoins renouvelé son soutien au collectif. L'UMP a affirmé son total soutien à une «réforme nécessaire», tandis que l'élu Modem exprimait le malaise de son parti. Le vœu proposé par le collectif, soutenu par le NPA et la majorité municipale, a été adopté (disponible sur le site du NPA 94) : «[...] Le conseil municipal appuie les revendications du collectif [...] : le maintien du droit à la retraite à 60 ans sans décote et à taux plein, sans allongement de la durée de cotisation, sans baisse de pension, qui prenne en compte la durée

des études ; le départ anticipé en cas de travail pénible ou dangereux pour la santé ; une politique de plein emploi, la hausse des salaires et des retraites ; la suppression des inégalités touchant les femmes ; l'abrogation des lois Balladur et Fillon de 1993 et 2003 ; un autre partage des richesses ; le retrait du projet de loi de réforme des retraites.»

Le vœu se conclut sur l'appel à amplifier la mobilisation et appelle les habitants à participer aux prochaines manifestations et grèves. Le collectif organise une manifestation dans la ville, le samedi 9 octobre de 10 heures à 12 heures.

Correspondants

Roms : à Triel, la police mène une politique de terreur

Selon la secrétaire générale de la sous-préfecture de Saint-Germain-en-Laye, Nancy Renaud, il n'existe aucune décision d'expulsion concernant les Roms qui campent sur le terrain de Triel, ni judiciaire ni administrative. Jointe au téléphone par la représentante du collectif RomYvelines, elle a affirmé que la légalité serait respectée, «qu'il n'y aura pas de dérapage». C'est à se demander pourquoi, dans ce cas, la police a débarqué en nombre le 1^{er} octobre au matin, accompagnée d'un interprète et de policiers roumains pour délivrer deux arrêtés de reconduite à la

frontière (APRF) sous 48 heures à un couple qui possède pourtant une carte d'autorisation de travail en Belgique. D'autres APRF étaient prévus, mais beaucoup de personnes étaient absentes, car elles accompagnaient les enfants à l'école. La police a surtout dit aux familles concernées d'évacuer le terrain, qu'elle viendrait sous 48 heures détruire les caravanes. Plusieurs membres du collectif se sont rendus rapidement sur les lieux. Alors qu'un processus de déblocage pour des solutions viables se met sérieusement en place, notamment avec des élus de tous niveaux et que la ren-

contre avec la préfecture prévue le 12 octobre pourrait aussi faire avancer la situation, RomYvelines s'alarme de l'acharnement, la dramatisation et la crispation générés par ces interventions policières répétées qui s'apparentent à du harcèlement envers une population particulièrement fragilisée. RomYvelines continue de plus belle son soutien actif au camp des Roms de Triel et appelle tous et toutes à les rejoindre.

Infos : <http://romyvelines.over-blog.com>

À Albi, mise en œuvre de la politique sécuritaire

Le vendredi 1^{er} octobre, le ministre Devedjian a posé la première pierre de la future Unité pour malades difficiles (UMD) d'Albi (Tarn). À l'appel des syndicats CGT, SUD et FO, un groupe d'une centaine de manifestants, composé de salariés de la Fondation du Bon-Sauveur et de militants de diverses organisations politiques dont le NPA du Tarn, s'est réuni sur le site du futur établissement afin de signifier au ministre le refus de la politique que cette implantation illustre. La Fondation du Bon-Sauveur, comme

son nom ne l'indique pas, est un établissement public de soins psychiatriques dont l'UMD dépendra après son ouverture. La police en tenue, très peu présente sur le site, n'a pas pu empêcher les manifestants de s'approcher du lieu de cette cérémonie malgré les barrières de chantier qui l'entouraient. Les médias régionaux (*La Dépêche du Midi*, FR3 Sud) se sont fait l'écho de cette manifestation. Au-delà des suppressions de postes hospitaliers, tant au Bon-Sauveur que dans les autres établissements publics, il est important de souligner la présence de

Patrick Devedjian, ministre de la Relance, qui s'enorgueillit de la subvention de 10 millions d'euros accordée par son ministère pour la construction de cette UMD. Ainsi la relance officielle sert-elle à conforter la politique sécuritaire du gouvernement et le choix du tout répressif, après le centre de détention pour mineurs de Lavaur, les caméras de surveillance urbaines à Castres et maintenant l'UMD d'Albi, le département du Tarn peut revendiquer le triste titre de laboratoire de la politique sécuritaire et répressive.

Antoine Dequidt

Hôpital Tenon : en grève contre l'austérité

Depuis le 4 octobre, avec leurs syndicats SUD, CGT et CFDT, les personnels de l'hôpital Tenon (Paris 20^e) sont en grève contre les diminutions d'effectifs et les fermetures de lits, en aggravation constante, qui limitent déjà l'accès aux soins et ne permettent plus d'assurer correctement le service dû aux patients. Commencé le 27 septembre dans les services d'oncologie et de radiothérapie, le mouvement s'est étendu à la quasi-totalité des autres secteurs : urgences, néphro-dialyse, réanimation, cardiologie, médecine interne... Partout, les revendications sont les mêmes : avant tout des embauches, sans lesquelles l'hôpital ne pourra plus fonctionner et les conditions de travail ne feront qu'empirer. Cette pénurie est une conséquence directe du plan Bachelot en cours d'application, plus généralement des politiques gouvernementales de rentabilisation financière et de restructuration de l'hôpital public qui organisent son abandon au profit des groupes privés de la santé. À Tenon, le service IVG et le

Planning familial ont déjà été fermés. La mobilisation pour obtenir leur réouverture, qui a donné lieu depuis un an à trois manifestations ayant réuni des centaines de personnes dans les rues du 20^e arrondissement, se poursuit. En décembre 2009, ce sont les salariés des urgences qui avaient dû faire grève pour défendre des conditions minimales d'accueil et de travail. Tout l'hôpital public, au plan national, est attaqué par le plan d'austérité et de privatisation du gouvernement. Et, partout, les personnels, poussés à bout, laissent maintenant éclater leur colère. Le 4 octobre, on apprenait ainsi que des mouvements de grève portant sur des revendications identiques ou similaires étaient déclenchés au même moment, sans coordination préalable, dans plus de 40 hôpitaux, en Ile-de-France comme dans le reste du pays. Dans ces conditions, il sera difficile voire impossible aux directions d'établissement de calmer les choses avec des mesures de saupoudrage prises avec la méthode traditionnelle du «dés-habiller Paul pour habiller

Pierre». Dès à présent se trouve donc posée la nécessité de coordonner par en bas les hôpitaux en grève et en lutte, c'est-à-dire de dépasser le cadre de l'explosion de colère spontanée et localisée pour organiser l'affrontement avec le gouvernement et sa politique. De même, les revendications des personnels hospitaliers rejoignent évidemment celles de tous les autres salariés qui se mobilisent aujourd'hui, que ce soit dans le mouvement

national en défense des retraites ou dans les différentes luttes contre les licenciements. Organiser la solidarité concrète des salariés et de la population, à partir du thème très populaire de la défense de l'hôpital, est certainement le meilleur moyen d'aider à une telle prise de conscience. Les comités NPA de Paris 20^e ont lancé un appel et sont entrés en campagne dans ce sens.

Correspondants Paris 20^e



Paris, juin 2010. Le collectif du 20^e participait à la Marche mondiale de femmes. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Social Discount à Nancy

Un appel à la grève et à un rassemblement a été lancé pour le jeudi 7 octobre à 14 heures devant la préfecture de Meurthe-et-Moselle dans les trois principales associations d'action sociale de Nancy (environ 400 salariés). Cela fait suite à la lettre ouverte que l'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, SUD) a envoyé le 1^{er} octobre au préfet, dénonçant la politique du gouvernement qui a pour effet : de couper dans les budgets de l'action sociale, ce qui se traduit par le non-remplacement de personnel, des postes non pourvus, la suppression de missions... ; de diminuer les budgets des associations

(-0,84% pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociaux - CHRS, en 2010) ; d'entraîner des retards récurrents de paiement par l'État pour les budgets alloués aux associations qui mettent en péril la trésorerie de celles-ci et à terme leur existence ; d'imposer des contrats d'objectifs et de moyens irréalisables dans une situation sociale et économique dégradée avec des moyens en baisse ; de multiplier les contrôles «tatillons» des activités d'insertion par l'activité économique... L'intersyndicale a commencé à se réunir en janvier pour dénoncer la fragilisation du sec-

teur social dont les premières victimes sont les démunis. Ainsi, le Point d'accueil d'urgence de l'association ARS à Nancy ne peut plus prendre en charge de nouvelles demandes d'hébergement depuis le 1^{er} octobre. Cette fermeture a été décidée par le comité exécutif de l'association après le désengagement de l'État concernant les subventions prévues. En effet, pour 2010, l'enveloppe attribuée à la région Lorraine pour l'hébergement d'urgence (dont aucune association d'action sociale n'a encore rien reçu) se limiterait à 3 millions

d'euros pour son action dans ce domaine. Cette enveloppe est donc largement insuffisante pour faire face aux demandes des personnes en situation de précarité. Comment alors assurer la mission de service public ?

L'intersyndicale dénonce toutes ces mesures de casse de notre secteur et demande des moyens financiers et humains rapides afin d'accomplir la mission de service public auprès des plus démunis.

Correspondant

Fête anticapitaliste à Montreuil.

Dans la lancée de la journée de mobilisation du samedi 2 octobre, Montreuil organisait la deuxième édition de sa fête anticapitaliste. Tout comme pour la première, au mois de juillet, une centaine de Montreuillois était au rendez-vous malgré la longue journée de manifestation. Le groupe Sunday Afternoon a

joué toute la soirée et la coopérative À la conquête du pain a fourni un magnifique pain aux initiales et au logo du NPA. Des prises de parole sur les retraites, la lutte des travailleurs sans papiers de Manpower et la re-municipalisation possible du service de l'eau à Montreuil ont alimenté les discussions dans un cadre idéal entre deux riffs de guitare.

L'initiative réussie en appellera d'autres pour donner aux discussions et aux débats entre sympathisants, badauds, camarades des autres organisations un cadre sympathique et festif où le mégaphone du NPA amplifie slogans et musiques en symbiose.

SOUSCRIPTION 2010 400 000 EUROS !

LE MOUVEMENT CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES S'AMPLIFIE, AMPLIFIONS LA CAMPAGNE DE SOUSCRIPTION !

En ces dures périodes de crise, en ces durs mois où les grèves viennent réduire nos salaires, quelques gestes simples peuvent permettre à tous de participer et d'aider le NPA à réussir cette souscription.

Le premier geste simple c'est d'en parler autour de soi, camarades de parti, syndicat, associations, à ses proches, à ses amis, faire circuler le coupon de souscription que chaque militant du NPA pourra vous procurer.

Un deuxième geste simple c'est de faire tourner par mail à vos nombreux contacts les vidéos et articles mis en ligne sur notre site www.npa2009.org. Sur ce même site où il est possible de donner en ligne et toute sécurité.

La présence du NPA aux manifestations pour le retrait du projet de loi sur les retraites est une occasion supplémentaire pour verser à la souscription.

Tous les dons sont importants, chaque petit euro versé se transformera en tracts, affiches, journaux...

MOBILISONS-NOUS MAINTENANT ET DONNONS PLUS D'ÉNERGIE AU MÉGAPHONE DU NPA !

SOUSCRIPTION 2010

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

www.npa2009.org



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable.
Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT

CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

Date :

Signature :

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- Hebdo 6 mois 1 an
28 euros **56 euros**
- Mensuel 6 mois 1 an
22 euros **44 euros**
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
50 euros **100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo 6 mois 1 an
20 euros **40 euros**
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
38 euros **76 euros**

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

TOUT est à nous !

hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 8000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

Campagne BDS Solidarité avec les

inculpés!



PROCÈS DE MILITANTS BDS

11 octobre, Perpignan.

Rassemblement en soutien à Yamina, Jeanne et Bernard. RV à 14 heures au tribunal de Perpignan, 6 place d'Arago.

14 octobre, Pontoise.

Rassemblement en soutien à Alima Boumediene-Thiery, sénatrice de Paris (Les Verts), membre de la Commission des lois, de la Commission aux affaires européennes et du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire, et Omar Slaouti, du Comité exécutif du NPA. RV à partir de 12 heures devant le tribunal de grande instance de Pontoise, Cité judiciaire, 3, rue Victor-Hugo.

Nancy, le 12 mai. Appel au boycott des produits israéliens dans les rues de Nancy. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/TAOUS)

À la suite de l'inculpation de militantEs et d'élus pour leur engagement dans la campagne Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS), parmi lesquels notre camarade Omar Slaouti, un appel de personnalités pour la liberté d'expression a été lancé. Des rassemblements sont organisés en soutien aux inculpés.

Par des opérations non violentes et symboliques, des élus et militantEs, dont une parlementaire, ont souhaité attirer l'attention de l'opinion publique sur le refus de l'État d'Israël de se conformer aux principes inscrits dans les traités européens et dans les accords d'association qu'ils ont signés, à savoir le respect des droits humains et celui de la traçabilité des produits à l'exportation.

Par la même occasion, ils dénoncent l'impunité dont bénéficient les autorités israéliennes, impunité qui cautionne ces violations répétées du droit international et l'injustice que subit au quotidien le peuple palestinien du fait de l'occupation coloniale. Pour avoir osé user de leur liberté d'expression dans le respect des principes républicains, ces élus et militantEs sont aujourd'hui poursuivis devant la justice pour provocation à la discrimination raciale, voire pour antisémitisme. Il s'agit d'un chantage fondé sur un amalgame inacceptable!

La critique de la politique du gouvernement israélien relève du débat d'idées et s'exerce dans le respect des grands principes fondamentaux de notre droit, dont celui de la liberté d'expression.

En aucun cas, les actions menées par ces élus et militantEs ne peuvent être considérées comme des actes, paroles ou propos «discriminatoires à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes, à raison de son origine ou de son appartenance ou non-appartenance à une nation».

Nous dénonçons cet amalgame qui voudrait nous faire taire devant cette injustice qui heurte nos valeurs universelles.

Premiers signataires: Stéphane Hessel (Ambassadeur honoraire), Monique Cerisier ben Guiga (sénatrice PS), Adrien Gouteyron (sénateur UMP), Yael Lerer (collaboratrice parlementaire de Haneen Zoabi - députée israélienne), Patricia Adam (députée PS), Jean-Claude Amara (président de Droits devant), Jean-Baptiste Eyrault (président du DAL), Olivier Besancenot (porteur du NPA), Jean-Paul Besset (député européen Europe Écologie), Marie-Christine Blandin (sénatrice Verts), Patrick Braouezec (député PCF), Mohieddine Cherbib (président de la Fédération des Tunisiens citoyens des deux rives), Monique Crinon (sociologue, philosophe), Violette Daguerre (présidente

ACHR), Véronique De Keyser (députée européenne, vice-présidente du Parlement européen), Guy Delcourt (député-Maire de Lens PS), Jean Desessard (sénateur Verts de Paris), Bernard Dreano, Isabelle Durant (députée européenne, vice-présidente du Parlement européen), Emisco, Mireille Fanon-Mendès France, Sonia Fayman (sociologue), Hélène Flautre (députée européenne EÉ), Jacques Gaillot, Ali Gedikoglu (président de Cojep International), Maxime Gremetz (député PCF de la Somme), Yannick Jadot (députée européenne EÉ), Serge Janquin (député PS du Pas-de-Calais), Alain Joxe (sociologue, directeur d'études à l'EHESS, président du Cirpes), JPL Monde, Nicole Kiil-Nielsen (députée européenne EÉ), Patrick Le Hyaric (député européen Front de gauche), Zohra Mahi (avocate), Jean-Pierre Michel (sénateur PS), Jacques Muller (sénateur Verts), Jean-Christophe Poulet (maire de Bessancourt), Catherine Samary (maître de conférence à l'université Paris-Dauphine), Union juive française pour la paix (UJFP), Marie-Christine Vergiat (députée européenne FdGe).